Quand les antifas de la Jeune Garde et les autorités collaborent main dans la main

29/03/2026 à 14h22



Depuis sa création, la Jeune Garde multiplie les démonstrations de force et les agressions aux quatre coins de la France. Pourtant, alors que le ministère de l'Intérieur dissout régulièrement les structures dites d'extrême droite, l'organisation de Raphaël Arnault semble avoir bénéficié d'une immunité quasi-totale jusqu'à peu. Ce privilège ne doit rien au hasard. Derrière la posture révolutionnaire de ce groupuscule se cache une réalité de terrain bien différente : une collaboration méthodique avec les services de renseignement et les autorités, préfectorales comme municipales.

L'impunité dont a pu jouir la Jeune Garde s'explique en partie par sa proximité avec les services de renseignement, la préfecture et la mairie de Lyon. Cette organisation a fait pendant plusieurs années office d'auxiliaire des autorités.

[…]

Cette culture de l'infiltration et du fichage est portée au plus haut niveau par l'autre leader de la Jeune Garde, Raphaël Arnault. Dans les colonnes du Parisien, un parlementaire de la gauche lyonnaise se dit sidéré par la « parfaite connaissance

des milieux d'ultradroite » du jeune député, allant jusqu'à le qualifier de « service de renseignement à lui tout seul ». Le leader antifa est en effet capable de connaître « les détails de chaque déplacement des groupes d'ultradroite ». D'anciens membres de la Jeune Garde confirment d'ailleurs que la milice passait son temps à « scruter les réseaux sociaux » pour suivre leurs cibles, vérifier leurs papiers et leurs tatouages dans la rue.

La collecte illégale d'informations par la Jeune Garde ne relève pas de simples recherches sur internet, mais s'appuie sur des méthodes d'extorsion, de racket et d'agressions physiques ciblées. Le vol de téléphones portables et la fouille forcée des effets personnels en pleine rue sont devenus des pratiques courantes et assumées en interne. De nombreuses vidéos prouvent que la Jeune Garde se vantait de récupérer les portefeuilles et documents de patriotes ou nationalistes tabassés.

Un ancien membre de la Jeune Garde, témoignant pour le média Frontières, a confirmé cette professionnalisation de la violence. Lors des guet-apens ou des passages à tabac, les antifas avaient pour consigne stricte de dérober les téléphones de leurs victimes. L'objectif avoué était de fouiller le contenu des appareils pour y extraire des photos, des contacts, des numéros de téléphone et cartographier les réseaux sociaux des cibles politiques pour les ficher. Ce même ancien membre est par ailleurs lui-même accusé par l'ancien porte parole de la Jeune Garde, Cem Yoldas, d'être un indic pour la police et un homme sous « l'emprise de la préfecture ».

[…]

La suite sur Observatoire-Violences